



CHAPITRE 15

Loi modifiant la Loi de l'aide juridique

[Sanctionnée le 21 décembre 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1972, c.
14, a. 12,
mod.

1. L'article 12 de la Loi de l'aide juridique (1972, chapitre 14) est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot « dix » par le mot « douze ».

Id., a. 13,
mod.

2. L'article 13 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, ce qui suit: « Le président et le vice-président, qui doivent être des avocats » par ce qui suit: « Le président, qui doit être un avocat ou un juge, et le vice-président, qui doit être un avocat ».

Id., a.
89a, aj.

3. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 89, le suivant:

Services
provisoi-
res.

« **89a.** La Commission peut provisoirement fournir directement les services d'aide juridique dans une région jusqu'à ce qu'une corporation régionale ait été constituée et soit en mesure de fournir elle-même ces services.

Exercice
de
pouvoirs.

Dans le cas visé au présent article, la Commission exerce les pouvoirs dévolus à une corporation régionale, elle en assume les fonctions et en remplit les devoirs.

Nomina-
tion
d'avocat.

À cette fin, la Commission nomme un avocat qui exerce les fonctions dévolues par la présente loi au directeur général d'une corporation régionale. »

CHAPTER 15

An Act to amend the Legal Aid Act

[Assented to 21st December 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 12 of the Legal Aid Act (1972, chapter 14) is amended by replacing the word "ten" in the first line of the first paragraph by the word "twelve".

1972, c.
14, s. 12,
am.

2. Section 13 of the said act is amended by replacing the words: "The chairman and the vice-chairman, who shall be advocates" in the first and second lines of the first paragraph by the following: "The chairman, who shall be an advocate or a judge, and the vice-chairman, who shall be an advocate".

Id., s. 13,
am.

3. The said act is amended by inserting, after section 89, the following:

Id., s. 89a,
added.

“**89a.** The Commission may temporarily provide legal aid services directly in a region until a regional corporation has been established and is prepared to provide those services itself.

Tempo-
rary
service.

In the case contemplated in this section, the Commission shall exercise the powers vested in a regional corporation, assume its functions and perform its duties.

Commis-
sion
vested.

For that purpose, the Commission shall appoint an advocate to perform the duties assigned by this act to the general manager of a regional corporation.”

Advocate
appointed.

Article
déclara-
toire.

4. L'article 2 de la présente loi est déclaratoire.

4. Section 2 of this act is declaratory. Declaratory.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.